

Dossier

Regards sur la 9ème conférence



Vos luttes dans la région

Andorre: 24 janvier

Vie syndicale

Assises régionales de la culture

Santé-Protection sociale

Action 22 janvier 2004

**la cgt
bonne
année
2004**

informations

N°151 • DECEMBRE 2003

Dossier

• 9ème conférence

Editorial

2

A la une

- emploi industriel

3

Vos luttes dans la région

- Andorre
- TNT
- Privés d'emploi
- Services Publics

4

Dossier

- regards sur 9ème conférence
- création du conseil
- renouvellement exécutif
- les délégués en parlent...

5/8

Vie syndicale

- Assises régionale culture
- élections FNME

9

Santé-Protection sociale

- action du 22 janvier

10

Brèves

- Ariège
- Elections
- Agenda

11



Bourse du Travail
19, place Saint-Sernin
BP 7094
31070 Toulouse cedex 7
Prix : 1€ • N°151 • Décembre 2003
N° d'inscription à la CP 579 D73

Directrice de la Publication :
Martine Bernard
Tél. 05 61 23 35 52
Fax 05 61 21 06 67
e-mail : cgt.crpm@wanadoo.fr
Crédit photos : Jean-Philippe ARLES

Imprimé par Midi-Pyrénées Impression

Edito



Les débats de notre conférence régionale ont mis à jour les nécessaires luttes convergentes autour des questions d'emploi, de reconquête industrielle, de services publics, d'aménagement du territoire équilibré, de lutte contre la précarité et l'exclusion. La casse de l'industrie dans notre région et la réorientation vers une mono industrie autour de l'aéronautique et Toulouse, la disparition des services publics en zones rurales... Rien n'est inéluctable ! Oui, Midi-Pyrénées a des atouts pour vivre et travailler dignement au pays ! Encore faut-il que ces atouts soient orientés vers les populations, la Cgt doit s'y employer.

La complémentarité entre secteur privé et secteur public est indispensable ! Pour la Cgt l'efficacité économique se conjugue avec l'efficacité sociale. Le programme paraît immense et ambitieux, il est pourtant à notre portée de mains, si tous ensemble nous travaillons en Midi-Pyrénées à mettre en œuvre nos décisions du 47ème congrès confédéral. Un syndicalisme Cgt qui prend appui sur ses syndiqués, auteurs acteurs, qui se déploie vers les salariés, leur propose l'action et les consulte. Un syndicalisme Cgt à disposition des salariés pour élaborer les revendications. Un syndicalisme Cgt qui travaille à ce qu'il fasse bon vivre et travailler en Midi-Pyrénées. Non, je ne crois pas au Père Noël ! J'ai confiance, je crois aux capacités des femmes et des hommes, à leur intelligence, leur esprit solidaire pour se rassembler et aider au rassemblement des salariés pour que demain et les jours qui suivent, connaissent des luttes qui ouvrent des perspectives aux hommes et aux femmes pour vivre dignement, émancipés, ici et ailleurs ! Bonne année à vous et à vos familles, et bonnes luttes pour tous.

Gisèle VIDALLET
secrétaire générale UD31

23/12/2003

le budget régional



Pour la retraite par répartition à 60 ans
Privé public, 37,5 annuité pour tous
Pour l'abrogation des mesures Balladur
Pour un financement des retraites par

pour 2004, il s'inscrit dans la continuité de la politique régionale..!

Le budget primitif du Conseil régional se présente dans un contexte particulier qui est celui des prochaines élections régionales. On aurait pu légitimement penser que la présentation faite par le Président du Conseil régional en préalable du document aurait pu faire référence à un bilan de l'action politique, car en effet le budget illustre bien la politique régionale que l'on veut conduire. Il n'en est rien ! Au contraire les élections régionales ne sont pointées que pour justifier la quasi-absence de mesures nouvelles. C'est donc un budget dans la continuité de l'action régionale qui est proposé.

Dans le contexte particulier pour l'emploi en Midi-Pyrénées et l'annonce de centaines de suppressions d'emplois, aucun commentaire n'est effectué, ni d'état des lieux, ce qui laisse interrogatif quant à une véritable volonté politique qui affiche le développement économique et l'emploi comme priorité.

LES PRIORITÉS AFFICHÉES PAR LE CONSEIL RÉGIONAL

Les jeunes:

concentrée sur la construction de nouveaux lycées (3 ouvriront en 2004), l'extension de 4 lycées pour 1 400 places supplémentaires en 2006, la reconstruction des 2 lycées (Gallieni - Françoise) détruits par l'explosion AZF.

L'enseignement supérieur sera concerné par le lancement de la reconstruction de l'Université du Mirail, Albi et le pôle Tarbais seront également concernés.

Ce budget de l'enseignement est le 1er budget du Conseil régional. Concernant la formation professionnelle, les actions préconisées se poursuivront dans le cadre du programme régional des formations visant les jeunes sortis du système scolaire sans formation ainsi que le reclassement des salariés dans les TPE.

Le développement économique et l'emploi :

sans état des lieux ni même une évaluation sur l'impact des politiques régionales d'aides aux entreprises, le budget consacre la priorité en matière de développement économique et d'emploi par le " *soutien aux entreprises qu'elles soient industrielles ou artisanales* ". 3 objectifs sont retenus dans cette démarche :

- la création d'entreprises
- l'innovation : soutien à la diffusion technologique avec un nouveau dispositif " d'accompagnement des programmes d'investissements stratégiques des entreprises ",
- le soutien aux investissements des entreprises.

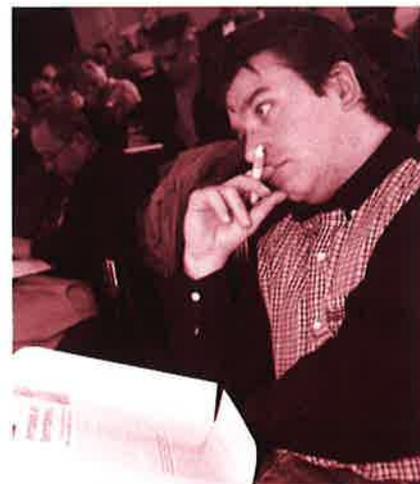
Le nouveau dispositif pose des questions de principe. Seraient concernés en premier lieu les sous-traitants de l'aéronautique. En effet ce qui justifie sa création,

c'est la réorganisation industrielle majeure que connaît le secteur aéronautique (A380), les sous-traitants qui assurent le " co-développement ", la production et surtout la conception préalable des tronçons d'avions... Sachant que cette " réorganisation industrielle " est imposée par les grandes firmes en l'occurrence EADS, cette décision du Conseil régional revient à favoriser la mise en œuvre de la stratégie des grands groupes en tout cas à ne pas la dénoncer encore moins la combattre.

L'aménagement durable du territoire:

autour de 3 objectifs prioritaires :

- les infrastructures de communication :
- développement transports collectifs
- développement durable organisé autour de la poursuite des politiques territoriales. ■



24 janvier andorre...



Le syndicalisme en Andorre connaît depuis quelques années un nouveau développement. La cgt a toujours soutenu les efforts des salariés Andorrans à s'organiser pour défendre leurs intérêts dans un contexte politique économique et social particulier. De nombreux salariés français travaillent tous les jours en Andorre et rencontrent des problèmes liés au statut du travail transfrontalier. L'activité syndicale dans la principauté est rendue difficile par l'absence de droits syndicaux et col-

lectifs du travail, laissant libre cours à l'exploitation des salariés-es par le patronat Andorran. Cette situation et le refus du gouvernement de reconnaître la Charte européenne des droits fondamentaux ont conduit les organisations syndicales du CSI à intervenir vers les gouvernements. En juin 2003, l'Union syndicale d'Andorre, USDA a intégré le comité directeur du CSI. Cette nouvelle adhésion a permis de renforcer les relations et les coopérations auxquelles

la cgt contribuent activement. Dans ce cadre, un séminaire sur les droits sociaux des salariés-es andorrans-nes aura lieu le 24 janvier auquel sont invitées les organisations syndicales membres du CSI. La CGT Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon sera présente avec une importante délégation pour assurer le succès de ce séminaire qui contribuera sans aucun doute au renforcement de l'autorité du syndicalisme Andorran. ■



TNT

Les salariés de cette entreprise (dépôt de boissons pour les magasins Carrefour) soumis à des conditions de travail et des cadences infernales, des brimades, des insultes se sont mis en grève massivement (95% du personnel). Les engagements d'une prime en paiement des heures travaillées n'avaient pas été tenus. Face à la détermination et la mobilisation du personnel, la direction a dû se rendre à l'évidence et négocier ! La négociation débouche sur un accord concernant l'attribution de primes selon des critères d'égalité et non à la "tête du client", dans chaque service. Il permet également de baisser le niveau de productivité pour tous. Ce conflit à contribuer à renforcer les solidarités entre les salariés !

Cahors

Les Assises des services publics du Lot se sont tenues le 28 novembre dernier. A l'initiative de la CGT, elles ont été organisées avec FO, CFDT, UNSA, FSU. Elles ont rassemblé 150 person-



nes, élus, salariés-es citoyennes pour débattre de la situation commune des différents services publics et avancer des propositions alternatives à la déréglementation, la privatisation ...à suivre !

Chômeurs

Suite aux dispositions scandaleuses de l'UNEDIC, 18 325 privés d'emplois de Midi-Pyrénées vont voir leur durée d'indemnisation arbitrairement réduite au 31 décembre. Cette situation suscite de l'indignation et de la colère parmi les privés d'emplois qui agissent à Albi, Montauban, Tarbes, Toulouse. Près de 6500 signatures de pétitions ont déjà été recueillies au cours d'initiatives tenues devant les ANPE en Midi-Pyrénées.

Regards sur la 9ème conférence régionale

Plus de 140 délégués-es ont participé à la 9ème conférence régionale...



Plus de 140 délégués-es ont participé à la 9ème conférence régionale à Tarbes et contribué activement à la réflexion, au débat sur les thèmes proposés et dans la diversité de leurs opinions. Ils ont ainsi contribué à enrichir l'analyse de la cgt Midi-Pyrénées et permis de prendre la dimension des enjeux auxquels les salariés-es de notre région sont confrontés-es. Ces deux journées de débats portent loin et ouvrent des perspectives nouvelles à l'action solidaire et convergente. Depuis la conférence des initiatives sont prises dans les syndicats, les professions, les départements pour donner un prolongement à la réflexion engagée à Tarbes.



Jean-Luc AMBROSINI
secrétaire général UD65

Bienvenue !

En introduction et en guise de bienvenue Jean-Luc AMBROSINI indique:

"Je suis persuadé de me faire l'interprète des adhérents de ce département, pour exprimer la fierté, la joie qu'ils ont de vous accueillir dans cette ville de Tarbes, en ce lieu de vie, de luttes qu'est la Bourse du Travail, véritable patrimoine de l'histoire sociale, culturelle, économique et politique de ce département.

Conquise sous l'impulsion des municipalités à directions communistes notamment de notre regretté Paul CHASTELLAIN et que Raymond ERRACARET conduisit jusqu'à son aboutissement.../...

À toutes et à tous, je souhaite que votre séjour, certes relativement court, vous soit agréable.../...

Du point de vue économique, notre département n'échappe pas aux conséquences des choix des mouvements de capitaux, des délocalisations, des restructurations et dont les conséquences sociales de la gestion capitaliste des entreprises ont pour corollaire le chômage, la précarité, l'exclusion, la pauvreté

qui sont des éléments d'une société de l'insupportable.../...

C'est un département où les grands groupes privés comme publics et d'Etat, liés aux stratégies géopolitiques du début du siècle dernier, se sont implantés et ont marqué fortement le caractère industriel autour des pôles de la chimie avec Péchiney, de la métallurgie avec notamment Alstom et la Socata et de l'industrie de l'armement avec l'Arsenal devenu Giat-Industries.../...

Devant une telle situation, les salariés des Hautes-Pyrénées comme d'autres en Région, se battent pour défendre et développer l'emploi pour assurer l'identité et l'avenir d'un territoire.

La lutte exemplaire, à bien des égards inédites des personnels de Giat-Industries est là pour démontrer, après 7 mois de mobilisation qu'il est possible de filer une sacré claque aux prétentions de leur direction d'entreprise comme au gouvernement.../... En nous battant pour l'emploi, pour notre avenir professionnel et social nous nous battons pour l'emploi au pays, pour que vivent les Hautes-Pyrénées, .../...

pour un développement industriel et social

un débat riche des expériences !



La Cgt des Hautes-Pyrénées représente une force importante, 4 000 syndiqués pour 74 000 salariés.../..En nous fixant l'objectif de réaliser 500 adhésions nouvelles à l'ouverture de notre prochain congrès départemental des 1er et 2 avril 2004 et, la concrétisation à ce moment de la Conférence régionale de la 302ème adhésion, je suis persuadé que les militants, femmes et hommes de ce département participent d'ores et déjà à l'ambition que nous nous sommes fixés au 47ème Congrès du million d'adhérents." ■

Rapport d'ouverture

Dans le rapport d'ouverture, Martine BERNARD indique (extraits):

En ouvrant cette 9ème Conférence régionale nous avons conscience que les enjeux sont lourds, très lourds pour les salariés, les populations de Midi-Pyrénées.../..La question posée à toute la Cgt en région est bien de savoir si nous serons en capacité de relever ces défis pour imposer durablement d'autres choix de société qui placent l'homme et ses besoins au centre d'une politique économique et sociale en région comme dans l'ensemble du pays. Nous avons aussi conscience que nous pouvons y parvenir car nous inscrivons notre démarche syndicale dans une volonté de conquête de nouvelles garanties sociales. Donner à cet objectif une perspective concrète, telle est notre responsabilité. Elle suppose que nous travaillons inlassablement à partir des aspirations des salariés de notre région, à l'effort de tous pour faire grandir leur rassemblement et le meilleur rapport de force possible

pour y parvenir. Ces préoccupations nous les avons regroupées autour de 3 grands thèmes, emploi-territoires, industrie-services publics, décentralisation et démocratie sociale..C'est la même logique, au nom de la compétitivité et de la mondialisation, qui fait de l'emploi la variable d'ajustement des politiques de gestion des entreprises, comme des politiques publiques. Comme partout dans le pays, notre région connaît une vague de restructurations et de plans de suppressions d'emplois. En 2 ans nous avons recensé la disparition effective ou programmée de 8 500 emplois. Ce n'est que la partie visible de l'iceberg, elle touche les entreprises traditionnellement implantées dans notre région comme les entreprises de haute technologie. L'industrie est la cible principale de cette restructuration dans les secteurs de la métallurgie, la chimie dont la moitié du potentiel régional a disparu, le textile, le spatial, la défense et maintenant l'électronique régionale avec l'annonce du retrait de Motorola du secteur des semi-conducteurs. Parce que l'emploi et au cœur du développement régional il est urgent que s'exprime dans notre région cette volonté politique de faire de l'emploi le moteur de l'économie régionale. Au moment des échéances politiques que sont les élections régionales de 2004, nous voulons réaffirmer avec force qu'il n'y a pas d'issue à une politique régionale qui se cantonne dans l'accompagnement social des restructurations et des suppressions d'emplois, qui distribue des financements publics sans en contrôler l'usage



Martine BERNARD
Secrétaire régionale

le conseil du comité régional

construire des solidarités en région à partir des réalités et des aspirations vécues...!



(suite de la page 6)

et leur efficacité sur l'emploi, sans exiger de contreparties. Cette démarche renforce le sentiment d'impuissance et de fatalité, les amalgames hasardeux, le rejet du politique !

Cette situation ne nous satisfait pas et nous renvoie à nos responsabilités pour, à partir de notre spécificité syndicale donner des repères idéologiques. Le syndicalisme dispose d'un champ d'intervention immense qui pose sur chaque question la nature des choix de société à opérer !

Dans cet esprit le Comité régional a décidé de rédiger une adresse aux partis politiques sur les exigences sociales et les enjeux de la période en région ! Notre organisation a la responsabilité d'intervenir dans ce débat pour poser les véritables enjeux, en utilisant les leviers de notre activité syndicale au Conseil économique et social régional, pour battre en brèche idéologie des opposants à toute activité industrielle soupçonnée d'être suspecte pour l'environnement, la sécurité des citoyens !.../..

une décision importante!

Un outil régional cgt au service d'un syndicalisme de conquêtes pour gagner des avancées sociales, dans ce contexte en pleine évolution. Nous avons donc besoin:

- de luttes plus solidaires et convergences,
 - travailler mieux le professionnel et l'interprofessionnel pour travailler des propositions alternatives à partir de nos réalités sociales et régionales,
 - s'appuyer sur l'intervention des élus et mandatés (cesr) pour des constructions revendicatives interprofessionnelles, départementales,
 - travailler la cohérence des projets revendicatifs qui concernent salariés / usagers, salariés/citoyens, dans une véritable dimension régionale
- Nous avons besoin d'une véritable confédéralisation de l'activité au service de la démarche cgt et de la mise en oeuvre concrète de la Charte de la vie syndicale.

Tels sont les éléments mis en

débat dans le cadre de la préparation de la conférence, de la même façon que le comité régional est le lieu qui permet l'échange d'expérience et la confrontation d'idées, nous avons besoin de faire évoluer l'outil régional pour mieux prendre en compte la diversité de la cgt sur le territoire (syndicat, union locale, union départementale, fédération), mettre en place les moyens et les lieux d'échanges et de constructions revendicatives professionnelles/interprofessionnelles, c'est pourquoi le comité régional a proposé de créer **le conseil du comité régional**. Il se réunira chaque fois qu'il sera nécessaire. A partir des problématiques communes à toute la cgt en région, il permettra aux syndicats, professions, unions locales, UD de se retrouver pour échanger et construire ensemble les luttes convergentes indispensables !

regards sur la 9ème conférence

(suite)

Afin de mettre en oeuvre les décisions qu'il prend et assurer toutes les actions nécessaires au bon fonctionnement de l'activité de la cgt en Midi-Pyrénées le Comité régional s'est doté d'un secrétariat régional composé de 4 membres. Il a ainsi réélu:

Marie-Laurence BERTRAND, responsable du groupe cgt cesr. Adhérente du syndicat du Trésor de la Haute-Garonne, elle a 41 ans.



Serge CHANAUD, responsable à la politique financière. Adhérent du syndicat PTT du Tarn, il a 54 ans.



Philippe MOITRY, responsable formation. Adhérent du syndicat JOB, il a 42ans.



Martine BERNARD, secrétaire régionale. Adhérente du syndicat du commerce de la Haute-Garonne, elle a 51 ans.



Pendant 20 ans il a assuré la responsabilité de trésorier régional, André SACRISPEYRE passait le relais à Serge à cette conférence. Le Comité régional lui a rendu un hommage fraternel au cours d'une amicale réception. Martine BERNARD au nom du CR a notamment indiqué: " nous sommes ici pour témoigner notre amitié à Dédé à l'occasion de ce moment qui est toujours un moment d'émotion pour tous. Il ne s'agit pas d'un départ, donc pas d'un au revoir encore moins d'un adieu, d'a-

André, amical salut!

bord parce que Dédé ne s'en va pas; pas même en retraite. En effet à 56 ans Dédé poursuit son activité de salarié aux chèques.../.. S'il ne s'agit pas d'un départ c'est tout simplement le passage de relais à un autre camarade, d'une responsabilité qu'il a occupé pendant de nombreuses années. C'est une page qui se tourne sur 20 années d'activité au sein du secrétariat régional. 20 ans des 35 ans d'adhésion à la cgt, au service de la cgt Midi-Pyrénées. Cela n'a pas été sa seule responsabilité.../.. mais il l'a assumé avec beaucoup de rigueur et d'efficacité pour aboutir à mettre en place un budget régional tel qu'il est aujourd'hui ! Le comité régional lui exprime sa reconnaissance, son affection"



Assises régionales

L'urgente nécessité d'un large débat public.....

En Midi-Pyrénées les organisations des personnels de la culture et du spectacle préparent les assises régionales de la culture. Leurs objectifs rassembler tous ceux et celles qui ressentent l'urgente nécessité d'un débat public le plus large possible sur la responsabilité publique en matière culturelle. Dans ce débat les salariés -es de ce secteur n'entendent pas passer " *par pertes et profits l'agrément du protocole de l'Unedic*". D'autre part les luttes des derniers mois, au delà de la dimension de l'indemnisation des salariés-es de la création, posent la question de la place de la création artistique et de toute la

culture dans la société française. La loi de décentralisation à la sauce Raffarin, dans la partie qui concerne la culture (rappelons que dans la démarche d'expérimentation préalable à la généralisation des transferts de compétences aux collectivités locales la région Midi-Pyrénées s'est vue attribuée celle de la culture) est lourde de dangers. Tous les domaines de la société sont concernés par cette interpellation tant est grande "la fracture culturelle" constatée après le vote d'avril 2002, (l'école, les salariés-es devant la dérive du service public de l'audiovisuel, ou l'absence d'égal accès de tous-tes à la culture

re),. Comment les salariés-es des entreprises peuvent-ils être concernés-es ? Comment nous inscrire dans cette réflexion collective qui devrait porter l'exigence d'une loi d'orientation pour la culture ? Ces questions qui traversent la société doivent être également portées par nos organisations à travers l'activité de nos comités d'entreprises. En ayant à l'esprit ces questions le comité régional propose de s'inscrire dans la préparation de ces assises en Midi-Pyrénées avec nos organisations cgt, celle du spectacle(à suivre..). ■



élections à edf-gdf.....

Les "salariés des industries électrique et gazière ont voté pour élire leurs représentants dans les organismes statutaires et réglementaires. Le taux de participation à 85% est une première victoire pour les salariés. En accordant 53% à la CGT, les urnes ont rendu un verdict sans équivoque. Le vote cgt marque de façon forte et lucide ce que les personnels attendent du syndicalisme avec une cgt qui propose, qui agit, qui consulte et qui tient parole. La participation et les votes exprimés donnent un message clair au gouvernement, à l'UFE et l'UNEMIG, aux directions d'EDF-GDF, des ENN sur l'attente en termes d'avenir énergétique et de service public. Ce vote porte le refus de toute privatisation des entreprises

de ce secteur et l'exigence d'ouverture de négociations sur l'emploi, les salaires, la protection sociale et les conditions de travail. Les agents avec leurs collègues des organismes sociaux, par ce vote ont aussi apporté une réponse cinglante à la campagne de dénigrement qui s'est amplifiée dans la dernière période contre la CCAS et ses élus CGT." (*extraits de la déclaration de la FNME CGT*)

Grand Toulouse:
CGT: 59,85% +4,96

Pyrénées-Gascogne:
CGT: 72,28% +4,87%

TESO/SEISO/SESO:
CGT: 62,55%+ 10,84%

UPS0:
CGT: 63,73% +2,67%

TOTAL MIDI-PYRENEES

CGT:	58,24%	+ 2,31
CFDT:	11,54%	-1,61%
FO:	22%	-1,91%
CGC:	6,88%	+1,35%
CFTC:	1,35%	-0,12%

RESULTATS EN MIDI-PYRENEES

Garonne-Tarn:
CGT: 66,23% +3,91

Assurance maladie: mobilisation!



pour une politique de santé publique, centrée sur la prévention...!

Le gouvernement n'entend pas renoncer à la réforme de l'assurance maladie, ni celle de l'hôpital. Les projets sont connus, ils sont lourds d'enjeux pour l'avenir de notre système de santé et de protection sociale. Le débat sur le déficit de la sécu rebondit pour justifier de nouvelles mesures. Le gouvernement va se retrancher derrière la croissance des dépenses d'assurance maladie pour dire que cette croissance est insoutenable par la collectivité nationale et qu'il faut augmenter la prise en charge par les assurés sociaux. Qu'en est-il exactement? Notre système de santé et de sécurité sociale est classé par l'organisation mondiale de la santé comme l'un des meilleurs au monde. Cela ne doit pas conduire à ignorer les limites, les ruptures, les crises de notre système et les inégalités de santé qui demeurent.

L'allongement de la durée de vie est en grande partie le résultat du progrès médical et technique, c'est bien ce dernier qui explique la croissance des dépenses de santé. Le vieillissement démographique n'est donc pas la cause principale de la hausse des dépenses de santé. Les dépenses de santé vont continuer à progresser de manière plus importante que le PIB. Leur évolution est une donnée majeure répondant à des besoins nouveaux dans la société, par la même, elles sont aussi un facteur de croissance du PIB, non

négligeable. Parce que leur finalité c'est la santé, elles sont aussi un investissement et un facteur de croissance durable. La "notion" de déficit de la branche maladie de la Sécu est contestable. En effet les clefs de répartition des recettes varient d'une année sur l'autre en fonction des choix faits au sein du régime

agissons pour imposer une autre logique de santé !

général dont la branche maladie n'est qu'une composante. Cependant il n'en demeure pas moins qu'il existe une part significative de déficit structurel. Une croissance forte basée sur le développement de l'emploi exercerait un impact extrêmement puissant sur l'équilibre financier de la sécu, la masse salariale et son évolution étant des éléments déterminants des recettes. C'est pourquoi dans le cadre de la journée d'action de janvier, nous

devons agir pour imposer une autre logique notamment:

- le principe d'une autre politique de santé publique, centrée sur la prévention et en particulier au travail dont l'impact sur les dépenses de santé serait significatif.

- une réforme nécessaire du financement de la Sécurité Sociale pour lui allouer des recettes supplémentaires (voir propositions de la cgt)

- une amélioration de la qualité du système et des pratiques médicales, des processus de prise en charge, de l'organisation et de la gouvernance du système de Sécurité Sociale.

Il nous appartient d'organiser la confrontation autour de nos propositions et de susciter la mobilisation aussi forte que sur les retraites. Nous devons le faire dans des conditions qui ont changé mais qui pour autant, ne sont pas défavorables aux salariés-es (réalisé à partir des travaux de la CE confédérale de décembre 2003) ■

conseil du Comité Régional

Il sera le premier après la décision de la conférence régionale, que le comité régional a décidé de convoquer. Il se tiendra sur: "**les enjeux de santé et protection sociale**" et réunira avec les UD, les syndicats concernés, les élus

et mandatés dans les caisses de sécurité, les professions, les unions locales (proposées par les UD)

Il se tiendra la première semaine de février

● ariège

L'union départementale cgt de l'Ariège tiendra son comité régional le 13 janvier 2004

● agenda

La prochaine réunion du comité régional aura lieu le 16 janvier 2004. Elle aura notamment à son ordre du jour, les questions de l'énergie avec les syndicats de la FNME de Midi-Pyrénées.

● élections

Le Comité Régional a décidé de s'adresser aux candidats aux élections régionales dans un texte qui sera rendu publique d'ici fin janvier 2004.



Mutuelle régie par le code de la mutualité - RNM n° 776-899-877 - Immo II



MGTS MUTUELLES DE FRANCE



L'ÉCHANGE, L'ENTRAIDE, LA RÉCIPROCITÉ

Toulouse
70, boulevard Matablau
31069 Toulouse cedex 7
Tél. 05 62 73 33 40
Fax 05 61 63 03 77

Albi
105, boulevard Soult
81000 Albi
Tél. 05 63 49 17 37
Fax 05 61 49 17 39

Tarbes
8, avenue de la Marne
65000 Tarbes
Tél. 05 62 93 52 33
Fax 05 62 34 64 74

Bagnères-de-Bigorre
rue Blanche Odin
65200 Bagnères-de-Bigorre
Tél. 05 62 95 48 98
Fax 05 62 93 01 64

Tarascon
101, cité de l'Ayroule
09400 Tarascon
Tél. 05 61 05 99 98
Fax 05 61 05 51 34

